

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 ORLÉANS

ORLÉANS, le 04/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

CIMENT ROUTE

11 avenue Henri Barbusse
BP 91009
45701 VILLEMANDEUR

Références : DN n°518/2022
Code AIOT : 0010003730

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2022 dans l'établissement CIMENT ROUTE implanté Plaine Grandes Ormes-Terres des Prieurs 45230 STE GENEVIEVE DES BOIS. L'inspection a été annoncée le 31/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan de contrôle annuel de l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CIMENT ROUTE
- Plaine Grandes Ormes-Terres des Prieurs 45230 STE GENEVIEVE DES BOIS
- Code AIOT : 0010003730
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CIMENT ROUTE exploite plusieurs carrières dans le département du Loiret. La carrière de Saint Genevieve des Bois est actuellement réglementée par l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2020 autorisant la société à poursuivre l'exploitation de cette carrière. La quantité maximale de matériaux extrait est fixée à 140 000 tonnes par an sur une durée de 11 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect de la quantité maximale extraite
- respect du plan de phasage
- respect de la cote du fond de fouille et des périmètres d'éloignement
- contrôle des émissions sonores
- dispositions en faveur de la faune (oiseaux, amphibiens et reptiles) + rapport de suivi
- rapport de suivi des plantes envahissantes

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	quantité autorisée	Arrêté Préfectoral du 22/10/2020, article 1.2.3.	/	Sans objet
2	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 22/10/2020, article 1.3.	/	Sans objet
3	Périmètre d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 22/10/2020, article 1.5.	/	Sans objet
4	Cote minimale d'extraction	Arrêté Préfectoral du 22/10/2020, article 2.3.3.1.	/	Sans objet
5	Emergences sonores de l'activité	Arrêté Préfectoral du 22/10/2020, article 6.2.1.	/	Sans objet
6	Entretien et ravitaillement des engins	Arrêté Préfectoral du 22/10/2020, article 7.4.4.	/	Sans objet
7	Gestion des front de taille et talus	Arrêté Préfectoral du 22/10/2020, article 9.1.1.	/	Sans objet
8	Gestion des dépressions humides	Arrêté Préfectoral du 22/10/2020, article 9.1.2.	/	Sans objet
9	Pierriers	Arrêté Préfectoral du 22/10/2020, article 9.2.1.	/	Sans objet
10	Suivi de la faune	Arrêté Préfectoral du 22/10/2020, article 9.3.1.	/	Sans objet
11	Mesure de suivi de la flore envahissante	Arrêté Préfectoral du 22/10/2020, article 9.3.2.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non conformité n'a été relevée lors de cette visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantité autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2020, article 1.2.3.
Thème(s) : Risques chroniques, quantité maximale autorisée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les matériaux extraits sont des sables et galets. La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière est de 140 000 tonnes/an (avec une moyenne de 120 000 tonnes/an).
Constats : L'inspection ne relève pas de non-conformité sur ce point.
Observations : En 2021, l'exploitant a extrait 33 000 tonnes de matériaux sur le site. L'exploitation du site a été effective de janvier à mai. Depuis mai 2021, il n'est plus extrait de sable sur le site. L'exploitation devrait reprendre en 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2020, article 1.3.
Thème(s) : Risques chroniques, respect du plan de phasage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.
Constats : L'inspection ne relève pas de non-conformité sur ce point.
Observations : Sur site, l'inspection a constaté que l'activité était à l'arrêt (pas d'engin et pas d'exploitation en cours). L'exploitant a confirmé que l'exploitation du site était réalisée par campagne. Depuis mai 2021, aucune extraction n'a été réalisée. L'exploitation devrait reprendre en 2023. La zone d'extraction est localisée au droit de la phase 1 qui est prévue jusqu'en octobre 2025. Pas de retard constaté pour l'instant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Périmètre d'éloignement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2020, article 1.5.
Thème(s) : Risques accidentels, respect des distances d'éloignement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bords des excavations de la carrière à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette distance est portée à 35 mètres au minimum entre la zone exploitable et la limite Ouest de la parcelle cadastrée section E n°374 a, le long de la RD 2007 et du hameau du "Clos des Bézards". De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée, à compter du bord supérieur de la fouille, à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale de l'excavation, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute la hauteur. En ce qui concerne les lignes électriques, l'exploitant veille au respect de l'article L. 554-1 du Code de l'Environnement et des dispositions du décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution. A ce titre, l'exploitant respecte les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• aucun terrassement à moins de 30 m du massif de fondations du pylône électrique haute tension• aucun terrassement à moins de 10 m des massifs de fondations des supports des lignes électriques basse tension• maintien d'un accès terrestre aux supports et pylône,• respect d'une distance minimale de 30 mètres entre les lignes haute et basse tension et les aires de chargement. L'exploitant prévoit la mise en place de consignes spécifiques lors des opérations à proximité de ces lignes électriques et s'assure de leur mise en œuvre.
Constats : L'inspection ne relève pas de non-conformité sur ce point.
Observations : Lors de la visite l'inspection a pu constater que la zone d'extraction était située à plus de 40 m des limites ouest de la parcelle E n°374 et le long de la RD 2007. Actuellement la zone concernée par les lignes électriques HT et BT n'est pas exploitée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Cote minimale d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2020, article 2.3.3.1.
Thème(s) : Risques chroniques, reste de la cote max de profondeur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le carreau de la carrière a pour cote minimale 134 m NGF. L'extraction est effectuée à sec au moyen d'une pelle hydraulique sur une épaisseur moyenne de 4,5 mètres, 12 mètres au maximum.
Constats : L'inspection ne relève pas de non-conformité sur ce point
Observations : Par courrier du 22 janvier 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection le plan de suivi annuel d'extraction. Sur ce plan coté, le carreau de la carrière est actuellement situé à 142,2 m NGF au plus bas. Le front de taille fait environ 5 à 6 m de hauteur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Emergences sonores de l'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2020, article 6.2.1.	
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle des émergences sonores dans les ZER	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
Prescription contrôlée : Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones à émergence réglementée.	
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)
Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessus, dans les zones à émergence réglementée. Les zones à émergence réglementées retenues pour la surveillance des valeurs d'émergence sont définies sur le plan annexé au présent arrêté.	
Constats : L'inspection ne relève pas de non-conformité sur ce point compte tenu qu'il n'y a pas eu d'exploitation depuis mai 2021.	
Observations : Les dernières mesures de bruit ont été réalisées en 2018. Normalement ces mesures doivent être réalisées tous les 3 ans. Dans la mesure où l'activité a cessé depuis mai 2021, l'exploitant n'a pas pu faire réaliser ces mesures.	
Demande 1 : L'exploitant devra réaliser le contrôle des intensités sonores dès la reprise de l'activité sur le site.	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites : Sans objet	

N° 6 : Entretien et ravitaillement des engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2020, article 7.4.4.	
Thème(s) : Risques accidentels, condition de ravitaillement des engins et mesures préventives	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
Prescription contrôlée : Le ravitaillement des engins est réalisé sur une couverture étanche, selon une procédure stricte. Tous les engins sont équipés de kit-antipollution. L'entretien des engins est interdit sur le site.	
Constats : L'inspection ne relève pas de non-conformité sur ce point.	
Observations : Lors de la visite, aucun engin n'était présent sur le site. L'inspection n'a donc pas pu vérifier la présence d'un kit-antipollution ni la présence d'une couverture destinée au ravitaillement.	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites : Sans objet	

N° 7 : Gestion des fronts de taille et talus

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2020, article 9.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, gestion des fronts de taille pour l'avifaune
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Afin de préserver les populations d'hirondelles de rivage et de Guêpier d'Europe et d'éviter la destruction d'individus, l'exploitant met en oeuvre, chaque année, avant le mois de mars, les mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none">• le maintien ou la création d'un front/talus constitué de granulométrie fine, dépourvue de végétation et d'une profondeur minimale de 1 mètre, se trouvant à une à une hauteur d'au moins 2 mètres et mesurant au moins 15 mètres de long• la mise en défens de ce front afin de s'assurer qu'il ne sera pas retravaillé• le talutage des autres fronts/talus à 45° avant l'arrivée des hirondelles et guêpiers afin d'empêcher leur installation.
Constats : L'inspection ne relève pas de non-conformité sur ce point.
Observations : Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté la présence de nids d'Hirondelles de rivage ou de Guêpiers d'Europe. Pourtant, le front de taille quasiment vertical d'une hauteur de 5 à 6 mètres et d'une longueur de 50 m est présent. L'absence d'activité a permis d'assurer la défense de ce site propice à la nidification.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Gestion des dépressions humides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2020, article 9.1.2.
Thème(s) : Risques chroniques, gestion des dépressions pour les amphibiens
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Afin de préserver les populations d'amphibiens se reproduisant sur le site et d'éviter la destruction d'individus, l'exploitant prend les mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none">• le maintien des dépressions humides et fossés se trouvant en dehors des zones de circulations des engins et camions clients• le comblement des dépressions humides "gênantes" (pistes, zones d'extraction) dès leur formation durant la période de reproduction des amphibiens, de mars à août. Dans le cas où aucune dépression en eau n'est présente à la fin de l'hiver de chaque année d'exploitation, il en est créé dans des zones non perturbées (bords de piste, pieds de talus non exploités,...) avant le mois de mars. Elles restent en place jusqu'au mois d'août de la même année et sont balisées. Si des dépressions sont créées, elles ne doivent pas excéder une profondeur de 0,5 mètres.
Constats : L'inspection ne relève pas de non-conformité sur ce point.
Observations : Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de deux dépressions creusées en bordure du chemin d'accès à la zone d'extraction qui récupèrent les eaux de ruissellement de la carrière. La profondeur n'a pas été mesurée. Les pentes de ces dépressions pourraient être adoucies à l'avenir.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Pierriers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2020, article 9.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, gestion des pierriers pour les reptiles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant implante a minima deux pierriers au sein de l'établissement afin de favoriser le refuge et l'hibernation des lézards des murailles durant toute la durée de l'exploitation. Ces pierriers sont constitués par des dépressions d'environ 0,5 mètre de profondeur dans lesquelles sont déposés des tuiles et des grosses pierres recouvertes d'un mélange de chutes de bois et/ou de pierres. Ces pierriers peuvent être déplacés de mars à septembre. En revanche, il est interdit de les déplacer pendant la période d'hibernation, soit d'octobre à février.
Constats : L'inspection ne relève pas de non-conformité sur ce point.
Observations : Sur la site l'exploitant a présenté deux pierriers constitués par un amoncellement de pierres en bordure du chemin d'accès de la zone d'extraction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Suivi de la faune

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2020, article 9.3.1.
Thème(s) : Risques chroniques, rapport de suivi de la faune
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fait procéder au suivi des populations d'hirondelles de rivages, de guêpiers d'Europe et d'amphibiens tous les trois ans (T+1, T+4, T+7 et T+10) afin de s'assurer de leur maintien et de renseigner l'évolution des effectifs.
Constats : L'inspection ne relève pas de non-conformité sur ce point.
Observations : L'exploitant a présenté à l'inspection le rapport rédigé par l'association Loiret Nature Environnement relatif au diagnostic écologique réalisé sur le site en 2021. D'après ce document, aucune hirondelle de rivage a niché sur le site en 2021. Un seul couple de Guêpier d'Europe a niché sur le site en 2021. Trois espèces d'amphibiens sont présentes, (la grenouille verte, le crapaud commun et la rainette verte).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Mesure de suivi de la flore envahissante

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2020, article 9.3.2.
Thème(s) : Risques chroniques, rapport de suivi de la flore envahissante
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fait procéder au suivi de la flore invasive tous les trois ans (T+1, T+4, T+7 et T+10) afin de contrôler son apparition et, le cas échéant, propose et met en oeuvre des mesures de gestion spécifiques pour y remédier
Constats : L'inspection ne relève pas de non-conformité sur ce point.
Observations : L'inventaire floristique a été réalisé le 18 juin 2021 par l'association Loiret Nature Environnement. 103 espèces ont été inventoriées sur l'ensemble du périmètre de la carrière. Aucune plante dite "invasive" n'a été repérée lors de l'inventaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet